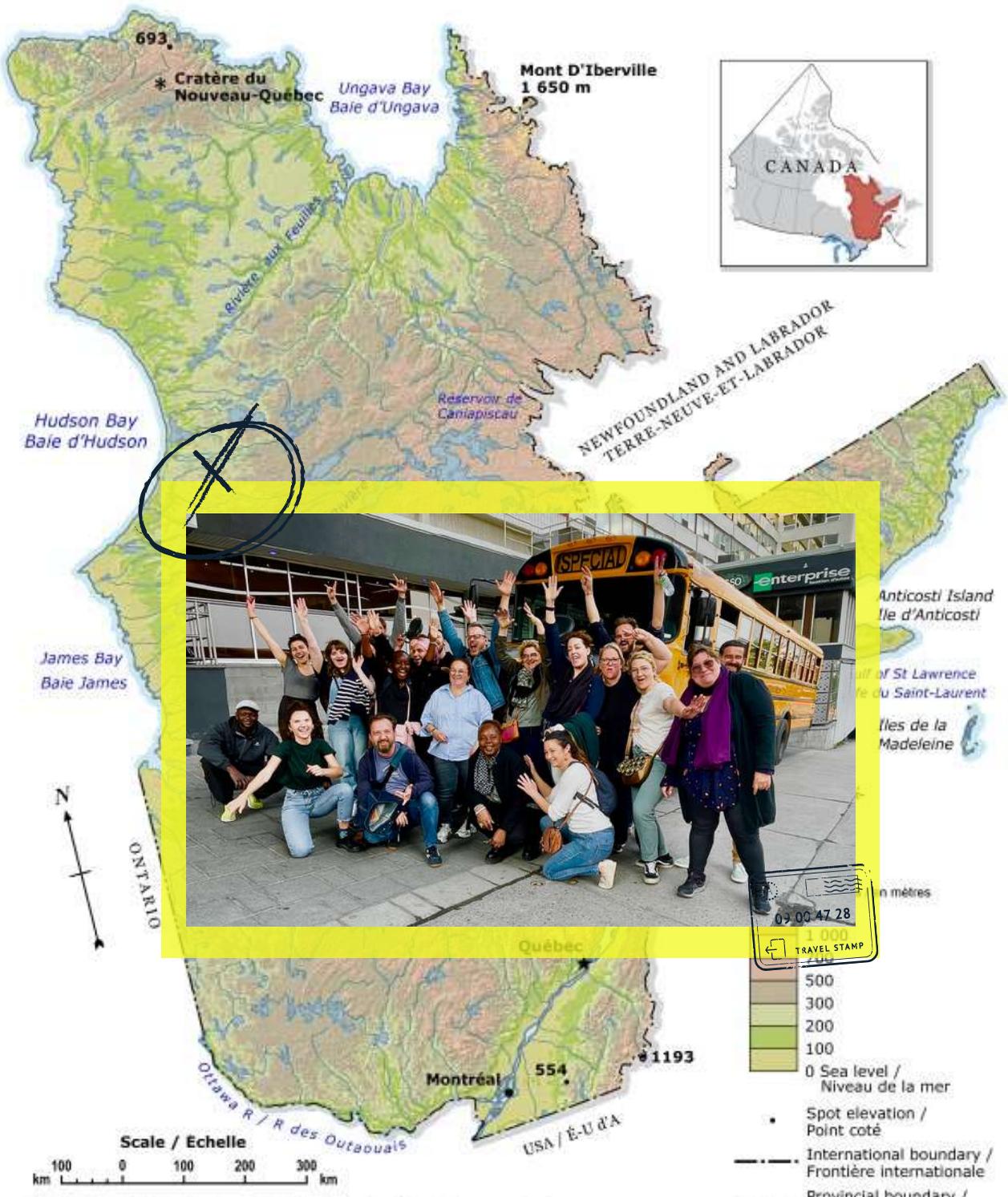




CARNET DE VOYAGE APPRENANT

Québec 2023

Les démarches d'outre-Atlantique
peuvent-elles permettre de
**renouveler les pratiques sociales
françaises ?**



SOMMAIRE

Attention au départ	page 4
I/ Les enseignements pour nos institutions et nos pratiques	page 7
A_ Les moyens pour une coopération au cœur du travail social	page 8
A.1 Des structures dédiées	
A.2 L'organisation communautaire	
B_ Les passerelles clefs	page 22
B.1 Entre secteurs	
B.2 Entre acteurs	
II/ De nouvelles pratiques	page 34
A_ Sur le lien entre nos pratiques et la transition socioécologique	page 35
A.1 Notre approche de la TSE	
A.2 Apporter une réponse à la fois aux besoins sociaux et écologiques (TSE)	
A.3 Les moyens d'une appropriation de la thématique TSE par les travailleurs sociaux	
III/ Analyse qualitative des apports du voyage apprenant	page 44
IV/ Conclusion, en suite ?	page 49

ATTENTION AU DEPART ...

La Seine-Saint-Denis est un territoire qui, certes, concentre beaucoup de difficultés, mais aussi énormément d'atouts, tels que sa jeunesse et sa diversité culturelle. Le territoire peut aussi compter sur le dynamisme de ses acteurs de la solidarité : des femmes et des hommes mobilisés pour co-construire et mettre en œuvre des réponses aux besoins sociaux des publics fragilisés.

Il y a les travailleurs sociaux, pour la plupart agents du conseil départemental ou acteurs associatifs, mais aussi les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), qui couvrent des besoins peu ou pas pourvus par les services publics.

Ensemble, ils sont confrontés à l'évolution des besoins en lien avec la notion de transition socio-écologique.

Les démarches d'outre-Atlantique peuvent-elles permettre de renouveler les pratiques sociales françaises ? Peuvent-elles répondre à cette réflexion "Fin du monde et fin du mois", même combat ?

C'est pour répondre collectivement à ces questions que nous, agents du conseil départemental et acteurs de l'ESS, sommes partis ensemble au Québec au printemps 2023. Nous avons participé à un voyage apprenant organisé par l'association la Compagnie Générale des Autres (CGA) et financé par le Conseil Départemental, l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (OFQJ) et l'organisme de formation Passages. Notre groupe était composé d'une vingtaine de personnes qui représentaient l'ensemble des métiers du service social départemental, et cinq structures de l'ESS implanté en la Seine-Saint-Denis.

Nous avons été accueillis par nos homologues canadiens qui ont pris le temps de nous recevoir et de nous expliquer comment s'organise la réponse social dans la "belle province", mais aussi comment les différentes catégories d'acteurs coopèrent à l'aune de la transition. Nous avons été touchés par la considération importante conférée au travail social par le monde de la recherche et les autorités. Aussi, nous avons également été étonnés par la place de l'approche collective dans la réponse sociale. Nous avons été surpris par la façon dont s'articulent la santé et le social, le social et l'économie sur les territoires.

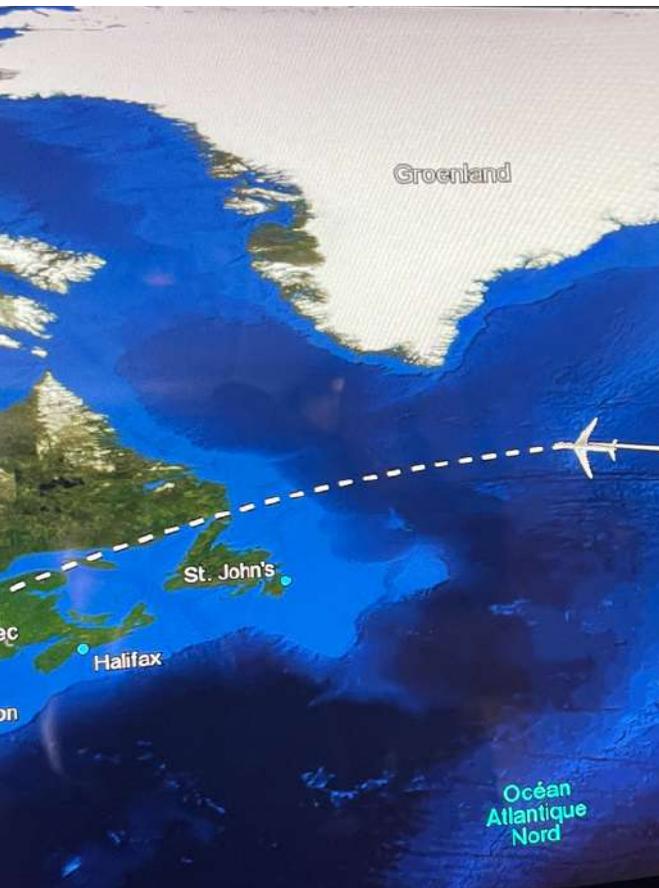
De retour en France nous, travailleurs sociaux et de l'ESS - acteurs de la solidarité - continuons à travailler ensemble pour tirer les grands enseignements de ce voyage sur nos pratiques et animer une réflexion sur notre territoire : Comment mieux coopérer à l'aune de la transition socioécologique ? Les pratiques québécoises nous ont inspiré de nouveaux questionnements et l'envie d'agir. Cette démarche s'incarne dans une recherche-action soutenue par la Seine-Saint-Denis qui débutera en 2024 sur plusieurs sites du département. C'est ce voyage, ses enseignements, les réflexions qui en sont nées et ses suites que nous allons vous raconter ici.



POUR
ALLER
PLUS
LOIN

Quelques spécificités québécoises
et de l'intervention sociale - Denis
Bourque







**LES ENSEIGNEMENTS
POUR NOS INSTITUTIONS
ET NOS PRATIQUES**

A_ LES MOYENS POUR UNE COOPÉRATION AU CŒUR DU TRAVAIL SOCIAL

A.1 Des structures dédiées : de l'action sociale à l'action collective, en passant par l'économie sociale.



L'Ordre des Travailleurs sociaux et des Thérapeutes Conjugaux et Familiaux du Québec (OTSTCFQ)

Le 15 mai, nous avons été reçus à l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec. C'est un organisme rattaché au Ministère de la santé dont la mission est double.

L'Ordre donne un cadre et une sécurité au métier de travailleur social, qui est l'équivalent au Canada de celui d'assistant social en France. Il est le gardien de la compétence professionnelle des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec ; il établit les exigences relatives à l'admission à la pratique ; il vérifie les compétences et l'intégrité des professionnels ; il s'assure du maintien, de l'actualisation et du développement des connaissances et des compétences de ses membres en chapotant leurs formations et en leur permettant de bénéficier d'une formation continue à l'université. Ainsi l'Ordre est le garant de la qualité du service assuré par les professionnels.

L'Ordre a aussi vocation à vérifier que des services de qualité soient dispensés à la population. C'est par cet encadrement et ces formations des travailleurs sociaux qu'il en est le garant.

Ce fonctionnement favorise des liens de plusieurs types, qui seront détaillés dans la partie qui concerne les articulations entre secteurs et entre acteurs. L'organisation institutionnelle crée toutefois un enjeu concernant leur pratique, puisqu'elle semble les avoir éloignés du contact direct avec le terrain.



POUR
ALLER
PLUS
LOIN



- [Interview de Pierre-Paul Malenfant, président de l'OTSTCFQ](#)
- [Compte rendu de la rencontre](#)
- [Dernier bilan d'activités de l'ordre](#)
- [Site internet des OTSTCFQ](#)

Les CIUSSS et CISSS

Le 17 mai, nous avons été reçu par le CIUSSS de l'Estrie. Les Centres Intégrés de Santé et de Services Sociaux (CISSS) et les Centres Intégrés Universitaires de Santé et de Services Sociaux (CIUSSS) sont des centres de santé de proximité, au sens large. Ils sont implantés sur les territoires pour des soins de première ligne assurés par des professionnels de santé (médecins infirmiers) mais aussi des acteurs de la solidarité: travailleurs sociaux, organisateurs communautaires, acteurs des services à domicile etc.

La démarche du CIUSSS est donc davantage d'agir par territoire en prenant les problématiques dans leur ensemble plutôt que par domaine.

Les travailleurs sociaux adoptent une démarche d'aller-vers en vue de développer le pouvoir d'agir des habitants. Ainsi, l'offre des services peut être co-construite avec les usagers, quand une politique sociale est mise en place. On y parle de responsabilité populationnelle : Cela consiste à partir des besoins de la population et de son territoire et non des besoins individuels : « Agir pour et par les usagers et leurs proches».



POUR
ALLER
PLUS
LOIN

[Site du
CIUSSS de
l'Estrie](#)



La maison de la coopération et de l'économie solidaire de Québec (MES)

Le 16 mai, nous avons été reçu par la Maison de l'économie sociale.

C'est un organisme à but non lucratif qui assure une mission d'hébergement temporaire pour des personnes sans domicile et regroupe dans un espace locatif des organisations dont la mission est dédiée à l'économie sociale. Nous avons rencontré le TIESS, Le chantier de l'ESS et le CSMO-ESAC.



L'économie sociale, équivalente en France de l'ESS (économie sociale et solidaire), avec ses réseaux d'acteurs locaux et ses institutions financières mutualistes vise à financer et mettre en oeuvre, en complément des pouvoirs publics, les réponses aux besoins des territoires. Son histoire est plus ancienne que celle du travail social, et cette économie est reconnue comme étant un levier fort du développement de la province depuis sa création. Par exemple, le mouvement Desjardins, une des plus solides institution bancaire au monde, est une coopérative de caisses populaires qui intervient dans tous les champs de la vie locale.

C'est peut-être parce qu'au Québec, en l'absence d'un État fort, les populations ont dû se doter d'institutions financières indépendantes pour financer leurs développements, qu'il n'existe pas comme en France d'oppositions culturelles entre le social d'une part, et l'économie de l'autre. Le dialogue entre les acteurs du social et de l'économie s'en trouve facilité, même s'il n'est pas encore optimum selon les acteurs rencontrés.

1 200 acteurs de l'économie sociale sont recensés au Québec. Ils partagent une identité commune forte et pèsent un poids réel au sein de l'économie globale. Le gouvernement québécois soutient ce secteur, notamment à travers des formations diplômantes. Les acteurs de la maison de l'économie sociale nous ont toutefois relaté des difficultés de coordination entre l'action sociale publique et les projets développés par l'économie sociale.



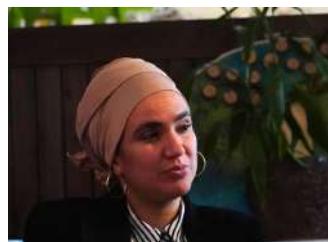
POUR
ALLER
PLUS
LOIN

- Compte rendu de la rencontre
- Site de la maison de la coopération et de l'économie sociale



L'Observatoire Estrien du Développement des Communautés (OEDC) :

Le 18 mai, nous avons été reçu par l'OEDC. Il s'agit d'un organisme à but non lucratif situé dans la région de l'Estrie au Québec. Son approche vise la prise en charge du développement du territoire par ses citoyen(ne)s et ses acteurs (communautaires, sociaux, institutions publiques et municipales, économiques) afin que celui-ci réponde à leurs besoins et leurs aspirations. En se concertant, ils mettent en œuvre des actions collectives permettant l'amélioration de la qualité de vie de la population, le développement de la capacité d'agir des individus et des communautés et, ultimement, une transformation sociale par une réduction des inégalités et une démocratisation du développement.



POUR
ALLER
PLUS
LOIN

[Le site de l'OEDC](#)



Les tables de quartier

Le 19 mai, nous avons été reçus à la Coalition Montréalaise des Tables de quartier. Les tables de quartier sont des organismes indépendants à but non lucratif qui sont des espaces de dialogue et d'actions locales. Elles réunissent toutes les parties prenantes d'une communauté de territoire pour activer leur pouvoir d'agir. Les acteurs et actrices du quartier peuvent être des organismes communautaires, des institutions publiques, les associations culturelles, ainsi que le tissu économique. Ce dispositif favorise l'articulation des politiques publiques avec les dynamiques territoriales, en légitimant la parole citoyenne et en soutenant les initiatives locales.

L'objectif des Tables de quartier est de favoriser l'émergence de réponses endogènes aux problématiques locales. Pour cela, elles partent d'une vision globale et non thématique du quartier. Ce dernier est entendu comme un espace dans la ville, qui est déterminé par son histoire, les personnes qui y vivent et la culture locale qui se concrétise autour du sentiment d'appartenance. Il ne correspond pas toujours à un découpage administratif (comme les arrondissements, par exemple), mais bien à un milieu d'appartenance.



Chaque Table est donc unique, à l'image de son quartier. Les partenaires établissent un portrait du quartier puis organisent différentes consultations de la population (forums, sondages...) afin de connaître les préoccupations locales . Ils déterminent ensuite des priorités d'action dans différents domaines : habitation, aménagement urbain, sécurité alimentaire, environnement, transport, etc... Dès lors la table, espace neutre et tiers de confiance anime le choix collectif de priorités, qui se traduit ensuite en un plan d'actions dont elle assure le suivi et son évaluation.

Le budget est très variable d'une table à l'autre. Indépendantes, elles sont à la fois financées par des fonds privés (bailleurs) et des fonds publics. Les villes ont l'obligation de contribuer au financement mais la gouvernance demeure autonome. En étant force de propositions, les tables de quartier assurent un rôle de plaidoyer en influençant les politiques du territoire. Certaines tables des quartiers reversent aux organisations communautaires locales une partie de leur budget afin qu'elles mettent en œuvre les décisions prises, visant à résoudre les problèmes identifiés.



POUR
ALLER
PLUS
LOIN



- [Interview de Yves Bellavance - coordonnateur coalition Montréalaise des tables de quartier](#)
- [Compte rendu de la rencontre](#)
- [Site de la coalition Montréalaise des tables de quartiers](#)

A.2 L'organisation et l'organisateur communautaire, garant de l'intervention collective

Le système d'organisation communautaire

L'organisation communautaire désigne la pratique de professionnels salariés de CIUSSS ou CISSS qui utilisent l'action communautaire, équivalent de l'action collective, pour améliorer les conditions de vie des communautés auprès desquelles ils interviennent dans une perspective de transformation sociale. La communauté renvoie ici à un « regroupement de personnes vivant sur un territoire donné et partageant des intérêts communs à l'échelle de ce territoire »¹ (p.11 Conseil de la Santé et du Bien-Être (2001). L'appropriation par les communautés de leur développement, Québec, CSBE, 52 p. in p297 Bourque, D. & Favreau, L. (2003). Le développement des communautés et la santé publique au Québec. Service social, 50(1), 295–308.). La communauté implique l'existence d'un « système social structuré à l'intérieur d'un espace géographique précis (ville, village, quartier, rue, arrondissement, etc.).

Ce système a été pensé à partir du postulat que la résolution des problèmes sociaux relève d'une responsabilité sociétale, et non individuelle, et doivent donc faire l'objet de solutions collectives. Elle se caractérise donc par le fait que des personnes, des associations et des institutions d'un même territoire, oeuvrant sur un champ commun (santé/logement...) et animées par une volonté de changement, agissent ensemble et par des ressources communes. Malgré son inscription au sein du travail social, l'organisation communautaire a poursuivi une trajectoire distincte, en développant au fil du temps un domaine d'intervention, un corpus de connaissances, un ensemble d'approches et une éthique métier qui lui sont propres.

Le métier d'organisateur communautaire

L'action communautaire est souvent soutenue par des organisateurs communautaires, dont la très grande majorité sont des femmes (80%). C'est un métier à temps plein au Québec avec une formation dédiée. Ils ne sont pas tous travailleurs sociaux de formation ; ils sont à 50 % diplômés en sciences humaines (anthropologie, sociologie, histoire...). Salariés des CISSS et CIUSSS, ils interviennent exclusivement dans le cadre d'actions collectives. Ils ont plusieurs missions :

- Poser les diagnostics de territoire en lien avec les différents membres de la communauté et des partenaires et identifier les problématiques communes pouvant conduire à des réponses collectives.
- Soutenir l'émergence et la mise en oeuvre d'initiatives locales collectives, ascendantes, à partir des diagnostics des besoins et des ressources, en pilotant les projets.
- Veiller à l'autonomisation des projets portés par les personnes, se retirant de l'action lorsque le groupe en assure la gestion pleine et entière.



- Inciter à la participation de toutes et tous et donner à chacun son pouvoir d'agir.
- Participer également à l'implantation des CISSS et CIUSSS et veiller à ce qu'ils soient à l'image du quartier et répondent aux attentes et besoins des membres de la communauté.
- Faire le lien entre les habitants, et entre les habitants et les décideurs. Ils peuvent contribuer à rendre appropriable de nouvelles orientations de politiques publiques.
- Au fil du temps, ils sont devenus les principaux intervenants de proximité mais n'ont pas vocation à intervenir en individuel, cette méthodologie d'intervention étant réservée aux travailleurs sociaux (équivalent ASS).
- Les organisateurs communautaires sont plutôt les garants de l'intervention collective. Il existe donc une véritable complémentarité entre les travailleurs sociaux et les organisateurs communautaires. Pour autant, ils disent manquer de coordination entre eux.

L'existence des CIUSSS et CISS et la banalisation du métier d'organisateur communautaire sont les moyens pour la concertation et la co-construction dans la durée. A la différence de ceux-ci, les appels à projets en France permettent d'agir plutôt sur du court terme.



POUR
ALLER
PLUS
LOIN



[Interview de Charles Lamontagne, coordonnateur développement locaux de Services CIUSSS de L'Estrie](#)

Dimension comparative et réflexion prospective

Au regard de ces enseignements, nous souhaitons que la culture de la coopération soit davantage encouragée en France. Cela pourrait se traduire de différentes façons.

D'abord, il serait souhaitable de rendre plus visibles et de valoriser davantage l'impact des actions existantes. Nous faisons ici référence à des actions collectives menées par les services sociaux ou d'autres acteurs sur les territoires, qui impliquent des habitants concernés et qui développent le pouvoir d'agir des citoyens. Leur valorisation permettrait de créer des synergies entre les initiateurs de ce type d'actions. Les missions des centres sociaux pouvant notamment être assez proches de celles des organisateurs communautaires, nous nous demandons comment rapprocher ce type de structure et les services sociaux. Une meilleure visibilité et plus de valorisation de l'impact permettraient également de peser sur les pouvoirs publics par un plaidoyer destiné à faire grandir cette culture de la coopération et de l'action collective territoriale. L'objectif serait de dynamiser les partenariats entre Centres Sociaux, ESS, Service Social Départemental et l'ensemble des parties prenantes du territoire.

Ce plaidoyer de l'organisation communautaire s'appuierait sur une estimation des coûts évités. Les communes auraient intérêt à encourager cette valorisation. À titre d'exemple, des initiatives pourraient permettre de réunir les acteurs locaux sur des thématiques précises, en vue de faire réseau et de créer d'autres projets qui répondent aux besoins. C'est l'objet d'un projet social à Clichy-Sous-Bois, mais celui-ci reste aujourd'hui une exception.

Par ailleurs, en complément de ces pistes et en s'inspirant de l'approche communautaire, des postes de coordinateurs de l'action sociale pourraient être créés en Seine-Saint-Denis. Ils s'appuyeraient sur les projets innovants qui existent plutôt que d'en créer de nouveaux. Plus largement, nous pourrions tester l'organisation communautaire en France, en l'adaptant aux structures que l'on a, ou en adaptant ces dernières, et en incluant une ligne budgétaire dédiée. Ainsi concernant les territoires d'intervention, nous pourrions partir des besoins d'une population précise et non de nos propres découpages administratifs comme nous pouvons avoir tendance à le faire du fait des financements et de nos habitudes. Ceci impliquerait notamment que les institutions acceptent de travailler en collaboration malgré différents bords politiques.

En outre, nous sommes conscients que cette évolution culturelle devrait s'accompagner d'un apprentissage dès le plus jeune âge. Aussi nous pensons déterminant d'encourager, par des actions concrètes, dès l'école élémentaire, le collège et le lycée la coopération, la participation citoyenne, et l'implication sur son territoire. De notre place, nous pourrions chacun travailler davantage dans une posture réflexive en nous demandant : "Qu'est-ce que je souhaiterais mettre en place, tester, proposer à mon employeur, à mes collègues, à mes partenaires pour aller plus loin dans le travail social collectif à la française, qui soit en faveur de la population ?"

Enfin, les travailleurs sociaux parmi nous, ont trouvé inspirant le fait que l'Ordre permette d'harmoniser la parole des travailleurs sociaux, de la représenter en structurant le plaidoyer, et de la mettre en discussion avec le politique. Les travailleurs sociaux ont besoin de ces espaces d'expression et de participation à la fabrique des politiques sociales ; c'est aussi un moyen de revaloriser la profession de travailleur social.



B_ LES PASSERELLES CLEFS

B.1 Entre secteurs

Secteurs de la santé et du travail social

Nous constatons une approche de la santé au Québec différente de celle de la France, très centrée sur le curatif en ville, ou à l'hôpital, lorsque la maladie est déclarée. Dans la "Belle Province", la santé n'est pas uniquement synonyme d'absence de maladie, mais relève plutôt d'un état de bien-être général. Les déterminants sociaux de la santé constituent un objectif important des politiques publiques de solidarité, aux côtés des politiques de logement, d'urbanisme et d'aménagement.

L'espace Muni (ex - Réseau Québécois des villes et villages en santé) par exemple, réunit les décideurs municipaux engagés dans le développement durable de milieux de vie sains. Ils se conforment aux préconisations de l'OMS, qui présente la santé comme un ensemble de facteurs liés tant à l'environnement social que physique.



POUR
ALLER
PLUS
LOIN

[Le site de l'espace
Muni](#)

Cette intrication des enjeux sociaux avec ceux de la santé s'incarne aussi dans les CISSS et CIUSSS. Implantés dans les quartiers pour des soins de première ligne, les travailleurs sociaux y interviennent aux côtés des médecins, des infirmiers, mais aussi des organisateurs communautaires. L'objectif est une prise en charge qui cherche à installer des filets de protection autour des malades, en s'appuyant sur les ressources de la personne et du territoire.

Pour autant il est important de souligner que le système de santé fonctionne à l'image de celui des Etats-Unis : les soins restent très chers et sont peu accessibles par manque de professionnels de santé.



Secteurs de l'Économie Sociale et du travail social

L'approche territoriale du travail social est un des faits saillants de notre voyage. Les professionnels de la solidarité (travailleurs sociaux et organisateurs communautaires) travaillent dans une optique de responsabilité populationnelle, en partant des besoins collectifs connectés à des besoins individuels. Cette sensibilité aux réalités locales implique des contacts plus fréquents et donc plus naturels avec d'autres acteurs, issus notamment du monde économique.

Acteurs de la solidarité et acteurs du financement local se côtoient par exemple dans les tables de quartiers, pour répondre collectivement aux besoins de tous ordres du territoire. La Caisse Desjardins, banque mutualiste historique du développement Québécois et les organisateurs communautaires peuvent dans ce cadre travailler ensemble sur des questions d'inclusion, d'alimentation mais aussi de logement et même d'aménagement urbain.

A noter: sur le terrain du financement local, La Ruche Québec est une plateforme de financement participatif public qui permet aux pouvoirs publics de co-financer des projets d'équipements locaux issus du travail des organisations communautaires, dès lors que les contributions financières dépassent un certain seuil. La logique est inversée par rapport à notre fonctionnement habituel en France car, au lieu d'être prédéfinies par des appels à projet, les idées émergent du terrain et sont proposées sur cette plateforme.

Dimension comparative et réflexion prospective

Cette approche très intégrée de la santé, du social et de l'économie se fonde sur la notion transversale de territoire, espace physique de la vie des habitants qui, ensemble, font communauté. Au Québec, les politiques et leurs appareils encouragent et soutiennent la diversité des acteurs locaux à concevoir et à mettre en œuvre les réponses aux problématiques qui les concernent dans un cadre politique clairement identifié et respecté.

En France, la notion de territoire est avant tout administrative. Les politiques de solidarité et leurs dispositifs sont orientés par public (Jeunes, personnes âgées ou en situation de handicap) et par thématiques (pauvreté, insertion, etc...) en excluant toute notion d'économie locale. L'Etat est le grand redistributeur.

Au niveau des appareils français, ces logiques descendantes induisent des fonctionnements en silo entre secteurs (public/privé - santé/social - social/économie), mais aussi entre directions au sein de chaque entité (direction jeunesse et direction personnes âgées par exemple). Ces modalités ont tendance à enfermer les professionnels du social dans des approches individuelles très segmentées. Par ailleurs, l'impératif républicain du recours au droit, qui fonde la légitimité de la puissance publique, cantonne le travail social dans une logique de guichet qui favorise la relation duale et freine la capacité d'exploration d'autres ressources que pourraient porter la personne et le territoire.

Dans ces conditions, le travail social s'éloigne de l'ambition portée par sa définition de 2017: Celui-ci vise (...) à faciliter l'inclusion sociale des personnes et leur permettre d'exercer une pleine citoyenneté. (...) Il participe au développement des capacités des personnes à agir pour elles-mêmes et dans leur environnement". Cette situation contribue par ailleurs à alimenter la crise du travail social, dont le sous-effectif grandissant accentue encore le phénomène...

Or, les acteurs de l'ESS proposent des services qui seraient utiles aux personnes les plus en précarité, tout en apportant une réponse aux enjeux environnementaux. Par exemple, les réseaux d'économie circulaire proposent de l'électro-ménager de grande qualité reconditionné à des prix défiant toute concurrence. Sur des thèmes tels que l'alimentation durable, de l'économie circulaire, de la précarité énergétique, les travailleurs sociaux ont besoin de réponses. Les acteurs de l'économie sociale ont besoin d'usagers, d'avoir un impact large. Favoriser l'ouverture de la polyvalence de secteur aux offres de l'ESS du territoire, et rendre plus visibles les projets existants du territoire, c'est faire converger les besoins sociaux et les réponses environnementales locales. C'est aussi donner un nouvel élan et enthousiasme aux travailleurs sociaux en ouvrant le champ à des solutions innovantes, qui vont au-delà des fonctionnements traditionnels et parfois dysfonctionnels.

Dès lors, comment dès la formation, préparer les futurs professionnels à travailler avec d'autres types d'acteurs? Comment les collectivités locales compétentes en matière de solidarité peuvent-elles favoriser le rapprochement des travailleurs sociaux avec les acteurs de l'ESS? Et comment le management intermédiaire peut-il aménager des temps pour l'exploration des professionnels et la rencontre entre acteurs?

B.2 Entre Acteurs

Entre les travailleurs sociaux et les décideurs

Au Québec, le lien entre les travailleurs sociaux et les décideurs politiques est assuré notamment par l'Ordre des travailleurs sociaux. L'Ordre, en plus des rôles déjà évoqués, est en effet une interface qui permet de faire remonter les bonnes pratiques et la réalité du terrain, et de faire entendre la voix des travailleurs sociaux dans le processus décisionnel et politique. Cette influence reste à nuancer : les interactions de l'ordre des travailleurs sociaux avec les décideurs sont jugées insuffisantes par les travailleurs sociaux québécois rencontrés. Pour autant, nous percevons cette instance comme un levier pour promouvoir le métier de travailleur social, obtenir une certaine forme de reconnaissance des pouvoirs publics, et changer positivement l'image et la posture de travailleur social.

Ce lien est également maintenu au sein de certains CIUSSS grâce à un modèle d'organisation interne qui regroupe une équipe transversale, appelée le quatuor. Ce système nous a été présenté par l'un des centres pendant le voyage. Elle est constituée d'un représentant du Directeur Général, d'un responsable de service, d'un organisateur communautaire et d'un conseiller de communication. Ils échangent sur les enjeux du territoire et les retours des partenaires locaux, en dépassant leurs liens hiérarchiques. Cette équipe réunit des salariés volontaires afin d'assurer le trait d'union entre l'établissement et les habitants, en mobilisant l'intelligence collective.

Les organisateurs communautaires, salariés des CIUSSS, sont par ailleurs des intermédiaires entre les habitants et les décideurs, et favorisent le lien aussi entre les habitants entre eux. Le lien entre les habitants, et entre les habitants et les décideurs se fait par l'intermédiaire des organisateurs communautaires. Ils peuvent en effet contribuer à rendre appropriables de nouvelles orientations de politiques publiques. Ils permettent aussi que le modèle soit ascendant en incitant les habitants à participer aux actions collectives sur le territoire, c'est-à-dire en partant des demandes de la population et non des injonctions politiques.



POUR
ALLER
PLUS
LOIN



- [Site du CIUSSS de l'Estrie](#)
- [Site internet des OTSTCFQ](#)
- [Dernier bilan d'activités de l'ordre](#)

Entre les travailleurs sociaux des différents domaines

L'Ordre comme structure gardienne de la compétence professionnelle, leur garantit une certaine protection.

Il offre aussi un espace de travail entre les travailleurs sociaux, ce qui facilite leur mise en lien et la construction de leur parole collective. Ils peuvent aborder des enjeux multiples, se les fédérer etc. L'Ordre regroupe 15 560 membres qui œuvrent majoritairement dans le réseau de la santé et des services sociaux, mais également au sein d'organismes communautaires, en pratique autonomes ainsi que dans les milieux de l'enseignement, de la recherche et de la planification de programmes.

L'Ordre a un rôle de représentation et de plaidoyer qui permet de protéger et de valoriser la profession de travailleur social. Il participe activement à certains enjeux sociaux tels que l'aide médicale à mourir, la santé mentale, la justice climatique, la protection de la jeunesse, la protection des plus vulnérables, les violences conjugales, le réinvestissement en services sociaux (la santé et le social sont désormais regroupés dans une seule et même administration (alors qu'auparavant, on comptait 1200 établissements différents)), les PNI (Premières Nations des Inuits), la maltraitance, l'itinérance...



Entre le monde de la recherche (les universitaires) et les acteurs de terrain (les travailleurs sociaux)

Le lien entre le monde de la recherche et les acteurs de terrain est rendu possible par plusieurs instances, à commencer par l'Ordre des travailleurs sociaux. L'Ordre permet un lien direct avec le monde de la recherche puisque la formation initiale des travailleurs sociaux s'effectue à l'université. Cela explique certainement les habitudes de partenariats entre les services sociaux et les laboratoires que nous avons observées au Québec.

Ce lien est également assuré par les CIUSSS. Nous voyons en effet dans l'appellation des CIUSSS que les universités sont liées à ces services médico-sociaux territoriaux. Là encore, le monde de la recherche interagit avec le monde professionnel. Cette instance permet en réalité la rencontre de quatre types de savoir : le savoir de terrain (opérationnel, celui des professionnels), le savoir politique, le savoir académique (celui des universitaires, de ceux qui observent et analysent), et le savoir expérientiel (celui des publics accompagnés).

Il existe une volonté de développer le lien avec les universitaires comme le fait par exemple l'économie sociale au Québec. Le TIESS contribue en effet au lien entre monde universitaire et travailleurs sociaux en ce qu'il vise à faire en sorte que la recherche serve le terrain. Plusieurs recherches ont donc été co-construites entre chercheurs et acteurs de terrain, avec la volonté de les mettre au même niveau de légitimité sur le terrain des connaissances.

Ces collaborations valorisent, questionnent et contribuent à l'évolution du travail social. L'Ordre est ainsi également un organe qui permet de réfléchir et de se projeter dans l'avenir du métier.

Ainsi ces espaces de dialogue favorisent une relation de confiance avec les chercheurs, et semble rendre le monde universitaire moins élitiste et inaccessible qu'il peut l'être parfois en France. Concrètement, la méthodologie utilisée par les chercheurs apporte une base scientifique pour étudier le travail social et ceux-ci sont en dialogue pour cela avec les acteurs de terrain. Faire du travail social un véritable champ de la recherche participe à le légitimer, à le faire évoluer et à le mettre en lien avec d'autres secteurs.

Dimension comparative et réflexion prospective

Il serait intéressant de s'inspirer des liens existants au Québec entre le travail social et les instances politiques et académiques pour penser de nouvelles manières de fonctionner en France.

Pour ce qui est de l'Ordre des travailleurs sociaux, il serait intéressant de réfléchir à notre propre instance de représentation des travailleurs sociaux, avec un pouvoir d'influence sur les décideurs politiques. Cela serait à la fois une instance de lien et d'influence, mais aussi un levier pour promouvoir et revaloriser les métiers du travail social, tout en permettant aux professionnels d'obtenir une certaine reconnaissance de la part du politique et de la société. Certains aspects du modèle canadien ne méritent toutefois pas d'être transposés en France. Les limites de cet Ordre se situent notamment au niveau de la cotisation à payer, trop importante et décourageante aux yeux des travailleurs sociaux français, et au niveau du régime d'exclusion qui y est lié. En effet, certains intervenants comme les éducateurs spécialisés ou éducateurs de jeunes enfants ne peuvent rejoindre l'Ordre au Québec. Il s'agirait donc de penser une instance inspirée de l'Ordre mais plus inclusive et mieux adaptée au paysage du travail social français.

Concernant les quatuor du CIUSSS, il pourrait être intéressant de s'en inspirer pour mettre en place des équipes mêlant les professionnels du social, de l'ESS, de la santé, et des élus, sur chaque territoire. L'échelle reste à déterminer mais une expérimentation micro-locale en Seine-Saint-Denis pourrait être pertinente.

Le modèle québécois peut également inspirer de nouveaux liens entre le travail social et la recherche. Nous pouvons, par exemple, imaginer une dynamique dans laquelle le milieu de la recherche mettrait son expertise au service des ABS (Analyse des Besoins Sociaux) pour affiner et préciser les réponses possibles à partir des ressources du territoire et de ses communautés.

Ce parti pris pourrait également mettre au travail les enjeux liés à la transition socioécologique. En regardant cette notion d'un point de vue pratique, et non idéologique, chacun de sa place, professionnels comme habitants, viendrait bousculer ses propres représentations et valoriserait les actions déjà existantes.





A large group of people, mostly young adults, are gathered in front of a bus. They are all smiling and raising their hands in the air, suggesting a celebratory or enthusiastic event. The scene is captured from a low angle, looking up at the crowd. The background shows the front of the bus with some text on it, though it's not clearly legible. The overall atmosphere is one of joy and excitement.

II_

DES NOUVELLES PRATIQUES

A_ SUR LE LIEN ENTRE NOS PRATIQUES ET LA TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE

A.1 Notre approche de la TSE lors du voyage et la visite du Baobab Café

La thématique du lien entre la transition écologique et nos pratiques était au cœur du voyage. En tant que voyageurs apprenants, nous avons été sensibilisés à la nécessité d'interroger ce lien et de ne pas les concevoir séparément.



Nous en avons parlé dès l'élaboration de notre candidature et lors du démarrage de notre aventure avec la rencontre à Bobigny, durant laquelle l'équipe de la CGA et Denis Bourque nous ont introduit le cadre de ce voyage apprenant. Cette première réunion nous a donné l'envie de nous investir et de chercher à déconstruire nos représentations de la transition socio-écologique. Aussi, les articles reçus en amont du voyage nous ont permis de clarifier ce qu'était la TSE ; c'était une étape importante.

Au Québec, un moment fort de réflexion sur cette thématique a été la conférence de Denis Bourque sur le sujet "Fin du monde, fin du mois : même combat". L'objectif était de montrer que les deux enjeux sont liés et qu'il faut trouver des réponses aux deux problématiques à la fois. La recherche et la réflexion sur les enjeux de la TSE ainsi que sur nos pratiques est essentielle.



Le lieu en lui-même, le Baobab Café à Sherbrooke dans lequel s'est déroulée la conférence, incarnait une démarche intéressante. Il s'agit d'un espace de rassemblement participatif qui a pour mission de dynamiser les solidarités par des événements socioculturels, des repas et des moments nourrissants. Les projets menés par le café portent surtout sur l'art social, avec différents participants et des professionnels, et sont axés sur le rapprochement interculturel et intergénérationnel. Ce café et ses initiatives montrent qu'il est possible de mélanger les gens d'un quartier, de lutter contre l'isolement et de favoriser la cohésion sociale.

Les autres rencontres et visites nous ont aussi sensibilisés à l'importance de considérer les domaines, quels qu'ils soient, ensemble. Aujourd'hui, nous sommes convaincus qu'il faut apporter une réponse conjointe à ces enjeux et que le travail social peut contribuer à la transition et inversement. Cela a déclenché une réflexion de notre part sur les moyens possibles pour cela.



A.2 Apporter une réponse à la fois aux problèmes sociaux et écologiques

Au Québec, au travers des structures rencontrées et de la rencontre entre travailleurs sociaux et acteurs de l'ESS, nous avons approfondi la question suivante : pourquoi rendre les personnes en situation de précarité familières et actrices de la transition, et comment est-ce possible?

En France, nous partons souvent du postula que l'écologie est réservée exclusivement aux populations aisées, ayant le temps et les moyens de s'en préoccuper. Ces idées viennent probablement du fait qu'on associe consommation locale et respectueuse de l'environnement à des prix élevés, et que les "bonnes" idées semblent parfois l'affaire d'intellectuels ou de gens qui ont le temps de s'en préoccuper. Ce voyage a forgé notre conviction que chacun peut agir à son échelle en faveur de la transition. Ce peut être en faisant un métier qui participe à la TSE (ex: rénovation de l'isolation des bâtiments) et au sein du quotidien (gestion de l'énergie ou utilisation des friperies etc). Leur pouvoir d'agir se manifeste aussi dans la transmission des savoirs. Nombreuses sont les personnes qui intègrent naturellement des pratiques écologiques dans leur mode de vie et de consommation. Ces pratiques peuvent être liées aux faibles ressources financières, mais aussi aux savoirs faire et compétences acquises dans le creuset traditionnel et culturel comme la connaissance de la culture de la terre, l'élevage, la conservation des aliments etc...

En retour, la notion d'écologie peut être appréhendée de façon différente qu'elle ne l'est actuellement.. Elle pourrait être moins techno-centrée, tout en étant plus accessible et positive. Comment présenter les actions de transition comme des alternatives positives plutôt qu'en termes de limitations et de restrictions.

Lors du voyage, nous nous sommes rendus compte du rôle que nous, travailleurs sociaux et acteurs de l'ESS, nous pourrions prendre dans ces évolutions. En effet, notre proximité avec les publics précaires et les solutions écologiques de l'ESS pourraient être mises à profit. Toutefois, ce rôle que nous-mêmes voyageurs apprenants avons tout juste conscientisé ne peut être accompli par l'ensemble des travailleurs sociaux sans des moyens concrets, que nous avons également identifiés.



A.3 Les moyens pour une appropriation de la thématique TSE par les travailleurs sociaux

En premier lieu, l'appropriation passe par la formation initiale et continue.

Les études qui mènent à notre métier devraient intégrer davantage la question de notre rôle en tant que travailleurs sociaux dans cette transition écologique, et celle du rôle des publics que l'on accompagne. Les études sont le moment où chacun peut y être sensibilisé, de la même manière que nous l'avons été lors de notre voyage. C'est la première étape, et elle devrait être accompagnée d'une vraie réflexion au cœur de nos études sur les moyens pour mettre en œuvre cette démarche.

La formation continue sur ces sujets devrait également exister. Il serait peut-être difficile d'en faire une obligation en France, mais on pourrait fortement y inciter. En effet, en tant que professionnels, nous faisons face à une telle urgence sociale que l'on oublie presque toutes ces questions. Souvent, on répond à la demande avec les éléments d'informations à notre disposition, sans toujours pouvoir réfléchir à comment autonomiser au mieux la personne. La formation continue permettrait une sensibilisation, une prise de recul et offrirait un espace de réflexion commun.



L'objectif de cette formation serait d'étudier le concept de TSE, les enjeux, les solutions mises en œuvre par l'ESS et les différents modes d'action, sachant qu'ils se renouvellent et évoluent constamment, et de suivre les apports de la recherche sur le sujet. Des acteurs des différents secteurs (ESS, alimentation durable, économie circulaire...) pourraient intervenir et parler de leur expérience. Lors du voyage, les travailleurs sociaux parmi nous ont découvert ce qu'il se passait sur nos territoires, au contact des acteurs de l'ESS, et inversement. Les échanges étaient très riches et constructifs, car on s'inspirait réciproquement de nos pratiques.

Aujourd'hui concrètement, il arrive que ceux d'entre nous qui sont travailleurs sociaux demandent conseil aux autres, par exemple sur les lieux où rediriger telle où telle personne qui vient au service social.

Ainsi, une meilleure connaissance de ces outils et un rapprochement des secteurs permettraient de corriger l'image négative de l'écologie, appréhendée comme punitive et inaccessible. Connaissant cela, nous serions aussi moins tentés de hiérarchiser les priorités (fin du monde/fin du mois), mais rendus capables d'y répondre en même temps. Certains professionnels se rendront d'ailleurs compte qu'ils participent déjà à la TSE, par exemple lorsqu'ils accompagnent des personnes sur l'économie d'énergie.

Cette formation aurait vocation à faire évoluer les pratiques, mais c'est un processus long qui ne suffit pas. Il faudrait progressivement mettre en place les conditions pour qu'ils puissent concrètement intégrer la thématique à leurs pratiques.

En second lieu, en parallèle de la formation, il faut dès aujourd'hui que des personnes identifiées s'efforcent de mettre en œuvre des actions en lien avec la TSE.

Nous aurions tout à gagner à s'appuyer déjà sur les professionnels qui sont déjà formés. En Seine Saint Denis, dans le Service Social Départemental, il y a des Conseillers en Économie Sociale Familiale (CESF), qui sont formés à la TSE dans le cadre de leurs études. Le cursus pour obtenir le Diplôme d'Etat de CESF (DECESF) se compose en deux parties. Lors du BTS en Economie Sociale et Familiale (BTS ESF), toutes les connaissances techniques en lien avec la vie quotidienne dont la dimension TSE sont développées pendant deux ans. Puis, la 3ème année est très appliquée pour devenir travailleur social.

Aussi, il serait possible de faire appel aux collègues formés et sensibilisés Il serait toutefois plus réaliste de partir des projets déjà en cours, et d'y apporter une dimension TSE que de tout réinventer.

Pour aller plus loin, et à l'image de l'organisateur communautaire au Québec, il pourrait exister en France un tiers facilitateur, qui encourage la rencontre et le lien entre les domaines et les acteurs. Ce serait un professionnel dédié à ces rencontres partenariales, qui soit au service des usagers. On pourrait de prime abord penser que ce pourrait être le rôle du Responsable de Circonscription (RC), qui est chargé du développement des partenariats locaux. Sa pratique et celle de ses équipes pourraient intégrer la dimension TSE, et il aurait pour objectif de faire infuser ces préoccupations auprès des partenaires. Toutefois, il y a des limites à l'attribution de ce rôle au RC, déjà très occupé par la mise en oeuvre de la politique sociale du département et le management des équipes qui tendent à s'étoffer. On pourrait envisager un tiers extérieur, qui serait un réel coordinateur du social, de l'ESS et de la TSE, à l'image des coordinateurs de contrat local de santé par exemple. Ainsi on serait sûr qu'il n'y ait pas de biais ou de volonté de promouvoir son service, et que la personne ait vraiment du temps à accorder à cette mission.



A group of people, including children and adults, are gathered in front of a bus. Many of them have their arms raised in the air, suggesting a celebratory or joyful occasion. The scene is set outdoors on a paved area. The entire image is overlaid with a semi-transparent blue filter.

III_

ANALYSE QUALITATIVE DES APPORTS DU VOYAGE APPRENANT

Voyage apprenant

Le voyage apprenant dans un cadre professionnel est une forme différente de développement et de renforcement de compétences de salariés. Cette approche originale d'apprentissage s'appuie :

- Sur la rencontre dans un nouveau contexte de structures, de pratiques et d'expériences ;
- Sur la notion de découverte, qui permet à la personne de faire un pas de côté ;
- Sur le collectif du fait qu'il se réalise en groupe.

Il se vit à plusieurs, en dehors d'un cadre connu, amène les personnes concernées à faire un pas de côté.

Le voyage apprenant de professionnels du conseil général départemental et d'entrepreneurs sociaux de Seine-Saint-Denis au Québec, sur le thème de la transition socio-écologique, a permis des apports d'un point de vue personnel, professionnel et institutionnel.

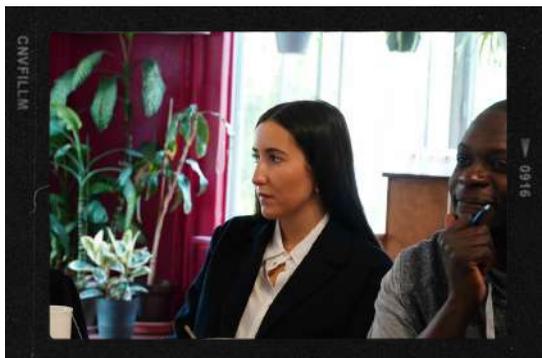


Dimension personnelle

La dimension personnelle renvoie à ce qui concerne la personne dans son cadre intime et identitaire. En développement de compétences des salariés, la dimension personnelle est un levier de sens favorisant l'intégration de nouveaux savoirs et de façons de faire. Elle permet de renforcer, faire bouger et s'enrichir de nouvelles valeurs.

Ce voyage apprenant au Québec sur la Transition Socio Ecologique, de ce groupe de professionnels a permis à ses membres un.e :

- Renforcement de la confiance en soi, de son estime de soi
- Sentiment de gratification et de valorisation
- Renforcement de ses valeurs humaines
- Projection dans le futur, une construction de son avenir
- Envie de reprise d'études ou d'évolution professionnelle
- Prise de conscience de l'importance d'avoir du temps pour soi, pour réfléchir, découvrir...
- Enrichissement de la pensée, lié à la découverte de l'ailleurs, d'autres réalités humaines : rappel des bases du travail social/ de la solidarité / reconnexion à l'humain
- Prise de recul et un pas de coté sur sa réalité, ses façons d'être et de faire
- Prise de conscience de la place du citoyen dans la société
- Se repositionner en tant qu'acteur engagé pour le bien-être de tous et des générations futures



Dimension professionnelle

Cette dimension renvoie aux réalités, actes et émotions liés au cadre professionnel. Cette dimension professionnelle se nourrit de la dimension personnel de l'individu. En y intègre l'ensemble des savoirs, savoir-faire et des savoir-être utilisés dans le monde du travail

Ce voyage apprenant au Québec sur la Transition Socio Ecologique, de ce groupe de professionnels a permis d'avancer entre autres sur ces points :

- Renforcement et la confirmation de sa posture professionnelle
- Désir d'être en synergie avec les autres (professionnels et personnes accompagnées)
- Prise de conscience qu'il n'existe pas un modèle à suivre et que les pratiques et les actions ne sont pas simplement transposables entre des territoires de vie différents : pas de pratiques idéales
- Questionnement sur son rôle d'assistante sociale
- Ciblage plus précis des partenaires
- Questionnement de manière systématique autour de la cause environnementale (crise climatique, le « mieux consommer »)
- L'accessibilité de ce sujet à des publics qui en sont éloignés.
- Pluralité d'approche de l'accompagnement social
- Prise de recul pour théoriser, mettre des concepts sur la pratique
- Redécouverte de la force du collectif hétérogène pour déplacer des montagnes

Dimension institutionnelle

Cette dimension renvoie aux structures agissant comme institutions publiques ou privées.

Ce voyage apprenant au Québec sur la Transition Socio Ecologique, de ce groupe de professionnels a permis de réfléchir sur les préconisations et enseignements suivants pour les structures agissant :

- Décloisonnement, travailler ensemble notamment de façon transversal au sein du département entre tous les métiers.
- Démarche ascendante : ne pas uniquement travailler à partir des politiques publiques mais aussi à partir du terrain et des besoins des personnes, des habitants, et des initiatives locales
- Le renforcement des partenariats : travailler davantage avec les acteurs de l'ESS
- L'importance du collectif en complément de la dimension individuelle
- Focalisation plus sur les causes que sur les conséquences : développer l'aspect préventif
- Découpage des territoires en plus petit (une rue, un quartier)
- Prise en charge globale de la personne pour sortir de la vision d'une problématique précise
- Construction des nouveaux cadres d'intervention et d'adaptation de processus
- De construire des équipes (quatuor) pour donner du poids à la pratique
- Enrichissement et évolutions des modalités de formation pour réussir à partir du besoin des personnes : technique pour libérer la parole/ aider à verbaliser.
- Intégration de la question écologique n'est pas assez prise en compte dans les chantiers d'insertion

A large group of people, mostly young adults, are gathered in front of a bus. Many of them have their arms raised in the air, suggesting a celebration or a group cheer. The scene is outdoors, and the overall atmosphere is one of joy and excitement. The image is overlaid with a semi-transparent blue filter.

IV_

CONCLUSION

ET ENSUITE ?

De nombreuses questions et pistes à expérimenter sont nées dans le prolongement de ce voyage apprenant. Au retour du Québec, notre groupe s'est retrouvé régulièrement entre juin et décembre 2023 afin de structurer les enseignements du voyage et construire collectivement ce carnet. A cette occasion, nous avons également défini les sujets que nous souhaitons mettre au travail sur le territoire de la Seine Saint Denis.

Deux grands sujets ressortent de nos échanges :

Le premier sujet concerne les coopérations entre acteurs locaux, en vue de donner corps aux transitions écologiques et sociales.

Même si les enjeux sont globaux, le territoire constitue la dimension la plus pertinente pour envisager la transition socioécologique. En cela, le rapprochement fécond entre les acteurs qui y contribuent s'avère nécessaire alors qu'une spécialisation par compétences, statuts et secteurs d'activité freine les collaborations et la transversalité. Aujourd'hui des acteurs publics et associatifs de l'intervention sociale connaissent peu les initiatives solidaires de l'ESS qui agissent dans le champ de l'action écologique, et inversement. Ceci alors que souvent, elles s'adressent aux mêmes publics.

Quels freins empêchent la collaboration directe ? Quels écueils ? Lorsque la coopération a pu s'établir, quels ont été les leviers d'action ? Quels impacts cela a généré en termes de changement pour le territoire ?

Il sera question ici d'identifier les éventuelles coopérations territoriales entre initiatives écologiques de l'ESS et travail social, pour en questionner les modalités d'existence et ensuite en tirer des enseignements utiles à des formes d'essaimage.

Sur ce premier sujet, nous souhaitons mener des visites apprenantes de sites sur le département qui mettent en œuvre cette coopération. Nous en tirerons des modalités, pratiques, outils et méthodes pour faciliter cette coopération territoriale impactante pour les personnes et les enjeux de transition.

Le second sujet que nous avons identifié concerne les représentations sur le sujet de la transition socioécologique.

Malgré un consensus de plus en plus répandu sur la nécessaire articulation entre question sociale et question environnementale, des représentations subsistent de part et d'autre sur l'intégration possible des publics les plus vulnérables dans la transition écologique. A titre d'exemple, ces derniers vivent les injonctions aux éco-gestes comme culpabilisants ou déconnectés de leur réalité, alors que les professionnels du social considèrent ces publics comme trop centrés sur leurs problématiques de survie au quotidien pour pouvoir s'intéresser aux enjeux de la transition écologique.



Comment et pourquoi ces représentations persistent ? Quels freins à l'action contribuent-elles à les créer ? Comment l'acteur public participe-t-il à générer des clivages ? Il sera question dans un premier temps, de travailler et mettre à jour ces représentations (injonction, culpabilité, expertise non consciente, sobriété non choisie, les pauvres polluent moins...) pour ensuite procéder à un travail de déconstruction par le dialogue et la confrontation.

Pour ce faire nous envisageons d'aller vers les personnes (professionnels, travailleurs sociaux, personnes en situation de vulnérabilité, animateurs et porteurs de projets d'initiatives de l'ESS habitants des quartiers) pour questionner la façon dont ils conçoivent, envisagent les rôles et les représentations des uns et des autres au sujet de la TSE.

Nous souhaiterions également organiser des rencontres, des animations, des débats avec des méthodes d'animation issues de l'éducation populaire, pour produire des confrontations et des échanges entre ces différentes parties-prenantes afin de questionner les représentations et produire d'autres récits sur la TSE.

Enfin nous pensons nécessaire de proposer des actions transversales de co-formation sur les définitions, les concepts, et les bases théoriques concernant la transition socioécologique.

Pour ce faire, le conseil départemental de Seine Saint Denis soutient la constitution d'un groupe d'agents volontaires qui travailleront ces sujets à travers des visites apprenantes sur le territoire, des formations actives et la réalisation d'un guide pratique à destination des acteurs et professionnels.